



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 05/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VEOLIA - Unité Opérationnelle de Bègles

Rue Louis Blériot
ZI de Tartifume
CS 30061
33130 Bègles

Références : 26-181
Code AIOT : 0005200382

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2026 dans l'établissement VEOLIA - Unité Opérationnelle de Bègles implanté Z.I. de Tartifume rue Louis Blériot - CS 30061 33323 Bègles. L'inspection a été annoncée le 24/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une inspection régionale coordonnée par l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans l'installation.

Celle-ci a également permis de contrôler le respect du point restant de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 novembre 2024 portant sur la lutte incendie du site. Les autres points ayant fait l'objet de remarques lors de la précédente inspection (notamment le point relatif au plan de

défense incendie) n'ont pas été abordés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VEOLIA - Unité Opérationnelle de Bègles
- Z.I. de Tartifume rue Louis Blériot - CS 30061 33323 Bègles
- Code AIOT : 0005200382
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société VEOLIA PROPRETÉ AQUITAINE exploite un centre de collecte, tri et traitement de déchets industriels implanté sur la commune de Bègles, ZI de la Tartifume.

Les principales activités autorisées sur le site sont les suivantes :

- une unité de fabrication des CSR,
- une plateforme extérieure de réception, transit et broyage de DEA (déchets d'éléments d'ameublement),
- une unité de mise en balle et de broyage des déchets de plastique et de carton/papier (bâtiment PCR),
- un bâtiment abritant une ligne de tri robotisé de DEA (ROB'INN),
- une déchetterie professionnelle.

L'exploitation du site est encadrée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 mai 2022.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35	/	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	/	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	/	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	/	Sans objet
5	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	de produits chimiques	04/10/2010, article 49		
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, article 7.6.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les produits chimiques utilisés en interne correspondent aux produits de maintenance des machines et engins de manutention. Les opérateurs intervenants au sein de l'installation sont informés des risques liés à ces produits. Les Fiches de Données de Sécurité sont disponibles et les produits sont stockés sur rétention.

Aucun écart réglementaire concernant les risques liés aux produits chimiques n'est identifié.

Par ailleurs, il a été constaté que les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 novembre 2024 sont respectées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : L'exploitant a présenté la liste des produits dangereux présents sur le site. Les produits chimiques utilisés en interne correspondent aux produits de maintenance des machines et engins de manutention. Les Fiches de Données de Sécurité (FDS) correspondantes et à jour sont regroupées dans un

classeur dédié. Celui-ci est mis à la disposition des agents intervenant au sein de l'installation et est conservé au niveau de l'accueil du site.

Les FDS sont également disponibles en version informatique sur le réseau interne de l'établissement.

Selon l'exploitant, des formations aux risques chimiques sont dispensées par un organisme extérieur. Chaque salarié suit une formation dans le courant de l'année suivant sa prise de poste au sein de l'établissement et dispose également d'une période de tutorat. Les échanges durant le contrôle avec l'un des opérateurs intervenant dans l'atelier de maintenance confirment ce point.

De plus, l'exploitant met en place des notices simplifiées au niveau des stockages de produits dangereux à destination des opérateurs : celles-ci correspondent à des FDS simplifiées rappelant aux salariés et les principales informations contenues dans les FDS (moyens de lutte incendie à utiliser, EPI, pictogrammes, etc.). Leur présence a bien été constatée durant le contrôle au niveau de l'atelier de maintenance.

Le jour du contrôle, la FDS du produit « Neotech 37°C » a été vérifiée par sondage : celle-ci, datée du 30 juillet 2024, comporte bien l'ensemble des données nécessaires (phrases de risques, pictogrammes, moyens de lutte incendie à utiliser, conditions de stockage à respecter, mesures à prendre en cas de déversements, etc.)

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5

Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles

Prescription contrôlée :

Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;

Constats :

Durant la visite, les stockages de produits dangereux ont pu être contrôlés. Ceux-ci sont entreposés au niveau de l'atelier de maintenance, dans une zone clairement identifiée et délimitée du reste du local. Les mesures de précaution mises en place sont cohérentes avec les informations mentionnées sur la FDS consultée pour le Neotech 37°C :

- trois extincteurs à poudre étaient présents à proximité, à l'intérieur de l'atelier de maintenance ;
- en cas de déversement accidentel, l'opérateur a montré le bac d'absorbant disponible au sein de l'atelier. De plus, l'exploitant a également ajouté disposer de réserves de sable sur le site.
- les produits sont stockés sur une étagère à l'intérieur de l'atelier (donc à l'abri de la lumière solaire). La zone d'entreposage reste ouverte sur l'atelier et correctement ventilée. Les récipients contenant les produits sont fermés et étiquetés.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble de la zone où sont stockés les produits dangereux (à l'intérieur de l'atelier de maintenance) est sur rétention : sa présence a été constatée durant le contrôle.</p> <p>Le volume de rétention disponible est affiché au mur (2950 litres).</p> <p>Au regard des quantités de produits dangereux présents, cette rétention est dimensionnée pour accueillir l'ensemble des volumes des produits stockés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucun produit incompatible n'a été identifié sur le site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : La liste des produits chimiques présentée le jour du contrôle et évoquée au point de contrôle 1 mentionne en particulier le type de conditionnement pour chaque produit (bombe aérosol, bidon, cuve, fût) ainsi que sa contenance. Cet inventaire a été communiqué par courriel du 3 mars 2026 et n'appelle pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et mousse
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/11/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 20/03/2026
Prescription contrôlée : L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : [...] - d'au moins trois poteaux incendie présents au sein de l'installation, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en oeuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours, Les réseaux sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 180 m3/h durant deux heures sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars (conformément au document technique D9). L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité opérationnelle de la ressource en eau incendie.
Constats : A l'issue de l'inspection réalisée le 31 octobre 2024, la société VEOLIA a été mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2022 en mettant en

œuvre les moyens nécessaires pour assurer le débit d'eau requis pour la défense incendie du site et en justifiant de la disponibilité de ce débit.

En effet, l'installation dispose de trois poteaux incendie dont deux (hydrants 1 et 2) sont branchés sur le même réseau, ce qui ne permet pas à l'exploitant d'assurer un débit suffisant (le débit d'eau requis pour la défense incendie du site est évalué à 180 m³/h selon le document technique D9).

Pour rappel, lors de la précédente inspection du 27 novembre 2025, il a été constaté que :

- une réserve d'eau incendie de 120 m³ a été mise en place : elle permet ainsi de disposer d'un débit supplémentaire de 60 m³/h pendant 2 heures. Néanmoins, la réserve n'avait pas fait l'objet d'un essai de mise en aspiration.
- les 120 m³/h restants sont assurés par deux des trois poteaux incendie présents sur site (non branchés sur le même réseau : c'est-à-dire soit l'utilisation des hydrants 1 et 3, soit des hydrants 2 et 3). L'exploitant a justifié la disponibilité de ce débit sur la base du rapport de maintenance annuel des hydrants établis par EUROFEU.

Aussi, les dispositifs nécessaires pour assurer le débit d'eau requis pour la défense incendie sont présents sur site mais les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé n'étaient pas respectées considérant que la réserve d'eau incendie n'a pas fait l'objet d'essai de mise en aspiration.

Suite aux demandes formulées par l'Inspection des installations classées, l'exploitant a transmis par courriel du 9 février 2026, le courrier établi à cette même date par le GOP (Groupe Opération Prévision) du SDIS de la Gironde et attestant de la réalisation de l'essai de mise en aspiration de la réserve le 28 janvier 2026. La réserve est donc opérationnelle et est référencée dans la base de données départementale administrée par le SDIS.

Par conséquent, les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé sont respectées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure